



Salah Hamouri : Paris sort enfin de son silence...

Ali Abunimah - *La France a enfin rompu son silence sur la détention en Israël, sans accusation ni inculpation, du citoyen français Salah Hamouri.*

Hamouri, qui travaille pour le groupe de défense des droits de l'homme [Addameer](#), a été arrêté par les forces israéliennes à son domicile à Jérusalem-Est occupée en août et a été condamné à six mois d'emprisonnement sous le régime de la détention administrative [emprisonnement sans accusation ni jugement, et indéfiniment renouvelable].

Cela avait provoqué l'indignation de députés et militants français, et la femme d'Hamouri, Elsa Lefort, avait [appelé le président](#) Emmanuel Macron à agir pour assurer la libération de son mari.

Mais jusqu'à cette semaine, les responsables français n'avaient fait aucune déclaration publique. Mercredi, le ministère des Affaires étrangères à Paris a déclaré qu'il était « préoccupé par la situation de notre compatriote Salah Hamouri » et qu'il bénéficiait « d'une protection consulaire » des diplomates français à Jérusalem-Est occupée.

Le ministère des Affaires étrangères a déclaré que la Haute Cour d'Israël avait entendu un appel contre la détention administrative de Hamouri le 22 octobre, mais que « ni notre compatriote ni ses avocats n'étaient informés des charges ».

« L'utilisation systématique et abusive de la détention administrative porte atteinte au droit à un procès équitable et au droit à la défense », a ajouté le ministère des Affaires étrangères. « Nous exigeons que tous les droits de Salah Hamouri soient respectés et espérons sa libération ».

La déclaration française a également exigé qu'Israël autorise la famille de Hamouri à lui rendre visite.

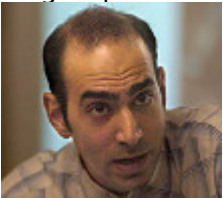
Il est l'un des plus de 450 Palestiniens actuellement en détention administrative. Parmi eux, le coordinateur des médias d'Addameer, Hassan [Safadi](#), et [Khalida Jarrar](#), une éminente législatrice de gauche qui siège au conseil d'administration de l'organisation.

Hamouri a déjà été emprisonné par Israël entre 2005 et 2011 pour des accusations que le gouvernement français a reconnues en 2011 qu'elles « n'étaient corroborées par aucune preuve ».

« Si Paris espère la liberté de Salah, nous espérons que Paris se battra pour l'obtenir », a écrit Lefort mercredi sur Facebook en réponse à la déclaration du gouvernement français.

Selon le journal L'Humanité, ce n'est que le 9 octobre, soit 48 jours après l'arrestation de Hamouri, qu'un diplomate français a finalement rencontré l'épouse, le beau-père et l'avocat français de Hamouri.

Pendant les deux mois de silence officiel, les partisans de Hamouri ont continué à se mobiliser pour exiger qu'Israël le libère.



* **Ali Abunimah** est un journaliste palestino-américain, auteur de [The Battle for Justice in Palestine](#). Il a contribué à [The Goldstone Report : The Legacy of the Landmark Investigation of the Gaza Conflict](#). Il est le cofondateur de la publication en ligne [The Electronic Intifada](#) et consultant politique auprès de [Al-Shabaka](#).

Articles du [même auteur](#).

Articles sur le [même thème](#)

26 octobre 2017 - [The Electronic Intifada](#) - Traduction : [Chronique de Palestine](#)